L'économie russe est un projet géopolitique communautariste

The Russian Economy Is a Communitarian Geopolitical Project

Yann Breault

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6146>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.6146](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6146)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Yann Breault, « L'économie russe est un projet géopolitique communautariste », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 15 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6146> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6146>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

L'économie russe est un projet géopolitique communautaire

Yann Breault

Chargé de cours au département de science politique de l'UQAM, et co-auteur avec Pierre Jolicœur et Jacques Lévesque de La Russie et son ex-empire : Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique (Paris, Presses de Science Po., 2003)

La Russie continue de se voir comme l'un des grands pôles autonomes du système mondial

À l'été 2013, la Russie s'est momentanément hissée à la 5^e position du classement de la Banque mondiale, surpassant pour la première fois l'Allemagne par la taille de son économie. Cette annonce n'a toutefois pas apaisé les inquiétudes concernant la faiblesse de sa croissance, qui n'aura été que de 1,3 % pour l'année 2013. Bien que la Russie partage un désir commun de multipolarité avec les « pays émergents » du BRICS, la question de sa propre émergence se pose encore. Le retard accumulé est particulièrement marqué en Asie centrale – pourtant considérée comme une « zone d'intérêts privilégiés » – où la Russie se fait désormais déclasser par la Chine comme principal investisseur et partenaire commercial.

Maladroitement évoqué lors du G8 de St-Petersburg en 2006, le fantasme d'une « superpuissance énergétique » demeure néanmoins bien vivant au sein de cet État qui occupe le rang de premier producteur mondial d'hydrocarbures. D'ailleurs, le boom américain dans l'industrie des gaz de schiste n'a pas dramatiquement affecté la puissance du géant Gazprom, dont le volume d'exportation a dépassé en 2013 l'ancien record établi en 2008. Les coups de bâton et les carottes géantes servis à l'Ukraine pour la convaincre de renoncer à son inclusion dans l'espace économique européen illustre bien l'audace avec laquelle la Russie peut utiliser ce secteur stratégique comme levier d'influence.

La primauté du politique sur l'économique

Après la débâcle des années 1990, l'ère Poutine est clairement marquée par un retour de la primauté du politique sur l'économique. La « maniabilité » du cadre législatif et de l'appareil judiciaire confère au président un pouvoir considérable sur les grandes

entreprises et leurs actionnaires. Les engagements pris dans le cadre de l'OMC – que la Russie a finalement rejointe en 2011 – ne semblent avoir été trop contraignants jusqu'ici. Ils n'ont pas empêché le pays de bannir ponctuellement les importations de vin moldave, de chocolat ukrainien ou de lait biélorusse, en faisant fi des normes internationales qu'il est censé respecter en matière de contrôle phytosanitaire.

N'attendant plus le bien-être universel promis par la main invisible du marché, la classe dirigeante est visiblement nostalgique de la psyché volontariste de l'ère soviétique. Si l'on se fie à la thèse doctorale de Poutine, le défi consiste à surmonter les problèmes causés par l'imposition des lois du marché à l'économie soviétique. La solution passe d'abord par une prise de contrôle par l'État des entreprises des secteurs stratégiques. Celles-ci doivent ensuite contribuer à mettre en œuvre un plan à long terme visant à créer des conditions favorables au développement social, quitte à sacrifier leur rentabilité immédiate.

Un communautarisme conservateur

On demeure cependant mal éclairé sur la direction générale que doit prendre ce « développement social ». Sur le champ de bataille des grandes idéologies universalistes du 20^e siècle s'est développé un communautarisme conservateur dont les contours apparaissent encore flous. Encouragé par l'État, l'Église orthodoxe occupe une place grandissante dans les médias, dénonçant la « dégénération sodomite de l'Occident », ainsi que la désacralisation de la famille et le recul démographique qu'elle entraîne. S'agit-il d'une stratégie populiste ou d'un véritable repli identitaire eurasien ? Les avis sont partagés, mais le régime n'est pas insensible au potentiel subversif de ce discours homophobe sur l'unité de l'Europe. Il espère aussi probablement améliorer son image auprès du monde musulman.

Pour l'heure, il est certain que la réintégration économique d'une partie de l'espace postsoviétique constitue l'une des conditions favorables prioritairement recherchées. L'inclusion future de l'Ukraine dans cette Union douanière dominée par Moscou est la question brûlante. Mais il y en a d'autres, comme le maintien des cours élevés de l'énergie, la cartellisation du secteur de l'extraction des matières premières et, ultimement, le remplacement du dollar comme première monnaie des réserves mondiales.

Quel rôle joueront les exportations d'armes ou de technologies nucléaires dans cette planification stratégique de l'économie russe ? Difficile de prévoir, car la Russie n'est liée à aucun camp à l'échelle planétaire et désire conserver toutes ses options ouvertes. Malgré ses difficultés, l'héritière autoproclamée de la civilisation kiévienne continue de se voir comme l'un des grands pôles autonomes du système mondial. Dans cette optique, l'économie russe est un projet géopolitique communautaire.